



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]  
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]  
[REDACTED]

Date : 06/02/2024

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD MAURICE LARGUIER  
5 CHE DE LA PINEDE  
30110 LA GRAND COMBE

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre mail du 21/12/2023

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 20/12/2023 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives. Le tableau ci-joint, précise les 5 prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre et les 2 recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Santé, du Travail et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

  
**Didier JAFFRE**

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD MAURICE LARGUIER situé à LA GRAND COMBE (30)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS Maintenue : 5 Levée : 1
<b>Ecart 1</b> : En ne disposant pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF (validité PE : 5 ans)	<u>Prescription 1</u> finaliser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai : Effectivité 2024</b>		Prescription maintenue.  Délai : Effectivité 2024.
<b>Ecart 2</b> : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<u>Prescription 2</u> : Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Délai : Effectivité 2024</b>	<div data-bbox="1518 619 1765 651">██████████</div> <div data-bbox="1563 651 1720 683">██████████</div> <div data-bbox="1541 683 1742 715">██████████</div> <div data-bbox="1541 715 1742 746">██████████</div> <div data-bbox="1473 746 1809 778">████████████████████</div> <div data-bbox="1496 778 1787 810">████████████████████</div> <div data-bbox="1496 810 1787 842">████████████████████</div> <div data-bbox="1541 842 1742 874">██████████</div> <div data-bbox="1563 874 1720 906">██████████</div> <div data-bbox="1563 906 1720 938">██████████</div> <div data-bbox="1541 938 1742 970">██████████</div> <div data-bbox="1541 970 1742 1002">██████████</div> <div data-bbox="1518 1002 1765 1034">████████████████████</div> <div data-bbox="1518 1034 1765 1066">████████████████████</div> <div data-bbox="1518 1066 1765 1098">████████████████████</div>	Prescription réglementairement maintenue.  Délai : Effectivité fin 2024.
<b>Ecart 3</b> : La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise pas une déclaration « <b>sans délai</b> »,	Art. R.331-8 & 9 CASF Arrêté du 28.12.2016[3] Art. R.1413-59	<u>Prescription 3</u> : Actualiser la procédure de déclaration des dysfonctionnements et des EIG en y intégrant la notion « sans délai ».	<b>Délai : immédiat</b>	<div data-bbox="1525 1198 1715 1230">████████████████</div>	Prescription levée.  La mention « sans délai » a bien été ajoutée.

ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.	et R.1413-79 du CSP (EIGS)				
<b>Ecart 4</b> : Au jour du contrôle la structure ne dispose pas d'une convention d'établie ce qui contrevient à l'article Art. L.5126-10 du CSP.	Art. L.5126-10 du CSP	<u>Prescription 4</u> : Transmettre les résultats de la consultation et la convention dès sa signature avec une officine de pharmacie. .	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription maintenue  Délai : 6 mois
<b>Ecart 5</b> : La structure déclare que chaque résident ne dispose pas d'un projet d'accompagnement personnalisé (PAP), ce qui contrevient aux dispositions de l'article D312-155-0 du CASF- 3 <sup>ème</sup> alinéa.	Art. L.311-7 du CASF Art. D.312-155- 0 du CASF	<u>Prescription 5</u> : la structure est invitée à élaborer pour chaque résident un projet d'accompagnement personnalisé.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>		Prescription maintenue  Délai : Effectivité 2024.
<b>Ecart 6</b> : La structure déclare que chaque résident ne dispose pas d'un projet individuel de vie, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D312-155-0 du CASF- 3 <sup>ème</sup> alinéa	Art. D.312- 155-0 du CASF	<u>Prescription 6</u> : La structure est invitée à élaborer pour chaque résident un projet individuel de vie.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>		Prescription maintenue  Délai : Effectivité 2024.

Remarques (5)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS Maintenue : 2 Levée : 3
<b>Remarque 1</b> : La structure déclare que L'IDEC n'a pas de formation spécifique d'encadrement avant d'accéder à ce poste	HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Recommandation 1</b> : Veiller à s'assurer de la formation de l'IDEC à l'encadrement.	<b>Délai : Effectivité 2024</b>	[REDACTED]	Recommandation levée.  Diplôme transmis
<b>Remarque 2</b> : La structure déclare ne pas disposer de réunions d'échanges et de réflexion autour des cas complexes et des EIAS.	Recommandation de l'ANESM – Mission du responsable d'établissement et le rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance - décembre 2008	<b>Recommandation 2</b> : La structure est invitée à s'assurer de l'organisation de réunions d'échanges et de réflexion autour des cas complexes et des EIAS et à les formaliser conformément aux recommandations de l'ANESM.	<b>Délai : 3 mois</b>	[REDACTED]	Recommandation levée.

				████████████████████ ████████████████████	
<b>Remarque 3</b> : La structure déclare ne pas organiser des RETEX suite à l'analyse des dysfonctionnements et des EIGS.		<b>Recommandation 3</b> : Mettre en place des RETEX suite à un EIG.	<b>Délai : 3 mois</b>	████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ████████████████████	Recommandation levée.
<b>Remarque 4</b> : La structure déclare ne pas mettre en place d'actions de formation professionnelles (bonnes pratiques).	<a href="#">Qualité de vie en EHPAD - mars 2018</a>	<b>Recommandation 4</b> : Elaborer un plan de formation du personnel aux bonnes pratiques professionnelles.	<b>Délai : 3 mois</b>		Recommandation maintenue  Délai : 3 mois
<b>Remarque 5</b> : La formalisation du circuit du médicament n'est pas encore finalisée.	Art. L.5126-10 du CSP	<b>Recommandation 5</b> : Transmettre la procédure à l'ARS dès sa finalisation.	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation maintenue  Délai : 6 mois